

report

III^e FORUM BARCELONE-CASABLANCA

CLÉS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INTÉGRATION SOCIALE URBAINE

REPORT No. 10
Mai 2016
www.iemed.org



IEMed.

CLÉS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DE L'INTÉGRATION SOCIALE URBAINE

30 mai 2016, Institut Européen de la Méditerranée, Barcelone

Dans le cadre de la troisième édition du Forum Barcelone-Casablanca, les principaux responsables économiques et institutionnels leaders des délégations représentant ces deux villes ont tenu une séance plénière qui a mis en évidence leurs complémentarités, voire leur complicités.

Tout au long de la séance, des enjeux communs ont, en effet, été soulevés : croissance démographique, mise en application des nouvelles technologies visant à faire de ces villes des *smart cities* (villes intelligentes), gestion des impacts causés par le changement climatique, prise en compte des revendications croissantes des habitants de ces villes dans les processus de prise de décisions en matière urbaine, renforcement de la coopération et de la coordination entre ces deux grandes villes et les zones urbaines avoisinantes.

Parmi les thèmes traités en raison de leur potentiel de coopération, il faut souligner l'intérêt dont ont fait preuve les deux villes envers une éventuelle

L'intérêt dont ont fait preuve les deux villes envers une éventuelle coopération en matière de modernisation de leurs infrastructures de distribution alimentaire



Séance d'ouverture du Forum Barcelone - Casablanca

coopération mutuelle en matière de modernisation et d'amélioration de leurs infrastructures de distribution alimentaire, notamment leurs halles et leur réseau de marchés.

Capacité à devenir des villes de référence dans leurs zones d'influence respectives Un autre sujet à propos duquel les deux villes montrent des complémentarités est leur capacité à devenir des villes de référence dans leurs zones d'influence respectives ainsi que la stratégie employée pour ce faire. Aussi, la découverte des méthodes employées par les institutions et les organismes créés expressément pour attirer des manifestations internationales dans ces villes et renforcer leur visibilité régionale et mondiale a-t-elle suscité un vif intérêt.

Les croissances démographiques des villes, souvent anarchiques et non planifiées, engendrent des différences entre les quartiers, voire une polarisation sociale et économique. De ce fait, les autorités municipales se doivent, sur le plan social, de prévoir et de mettre en place des politiques, des instruments et des infrastructures visant à réduire cet impact destructeur de la cohésion sociale. C'est à ce propos qu'a été mentionné le potentiel que représentent les



Débat sur l'infrastructure d'alimentation

infrastructures, comme les installations sportives, pour mener à bien des politiques d'intégration sociale réussies, notamment en ce qui concerne les jeunes.

Fruit de ce potentiel présent dans divers domaines de la gestion urbaine, les parties intéressées ont entrepris des gestions de suivi afin d'envisager d'éventuelles collaborations entre les deux villes.

La présente édition du Forum Barcelone-Casablanca a mis en relief le vif intérêt montré par un nombre croissant d'institutions appartenant aux deux villes envers une intensification de leurs rapports, sur le plan individuel et collectif, et une quatrième édition du Forum a déjà été envisagée.

Potentiel que
représentent les
infrastructures,
comme les
installations
sportives, pour
mener à bien des
politiques
d'intégration
sociale réussies

Infrastructures pour la mobilité : gestion et conception des transports en commun - TMB

Portant sur les infrastructures de transport de la ville de Barcelone, la séance de l'après-midi a été tenue au siège de TMB (transports métropolitains de Barcelone) afin de donner à la délégation marocaine un aperçu de la gestion actuelle des transports en commun de Barcelone et des principaux défis auxquels la ville est confrontée.

Les aspects abordés durant la première partie de la réunion ont fait référence à la gestion du stationnement et des dépanneuses de la fourrière, des aspects clés à prendre en compte en termes d'efficacité et de réaménagement urbain. La deuxième partie, quant à elle, a permis aux dirigeants de Barcelone de lancer un débat public sur le Programme de mobilité 2013-2018 en soulignant les aspects positifs du Partenariat public-privé (PPP) à cet égard.

Comme l'ont souligné les experts en la matière, la gestion des infrastructures de transport de Barcelone entend améliorer la mobilité à l'intérieur de la ville au moyen d'une organisation et d'un contrôle des destinations innovants tenant compte de la durabilité, de la qualité de vie et de la satisfaction des citoyens. Dans cet esprit, les services de stationnement offerts par les marchés de proximité (les marchés des quartiers de Barcelone comme celui du quartier de Saint Antoine) ont donné lieu à un débat intéressant en raison de l'importance que revêtent ces espaces publics dans des villes commerçantes comme Barcelone et Casablanca. Le modèle barcelonais a prouvé qu'une gestion de qualité, partagée par les secteurs public et privé, peut conduire à d'excellents résultats en termes de coûts, de gain de temps, de réduction des problèmes de circulation et d'amélioration de la mobilité commerciale. Le principal défi que devait relever ce projet était de répondre aux attentes des habitants à l'aide de solutions technologiques à même d'améliorer la qualité des services urbains.

Une gestion de qualité, partagée par les secteurs public et privé, peut conduire à d'excellents résultats en termes de coûts

Cet exemple a soulevé la question de savoir quelle pourrait être la politique de transport la plus efficace pour une ville comme Casablanca et si le modèle de

transport public barcelonais pourrait être une référence valable pour le Maroc dans le cadre d'un partenariat public-privé. La présentation du programme de transport 2013-2018 de la ville de Barcelone, lequel se fonde sur une mobilité efficace, équitable, sûre et durable, a été l'occasion pour les participants de discuter des critères que partagent les deux villes en matière de réduction de l'impact négatif du transport sur la qualité de vie urbaine et aussi de parler de la façon dont les deux villes, Barcelone et Casablanca, peuvent faire face à ces nouveaux challenges.

Préoccupations en ce qui concerne la collaboration mutuelle des techniciens et des hommes politiques dans le cas d'un éventuel transfert du modèle barcelonais à Casablanca

Les conclusions de ce débat se résument au besoin d'une vision partagée à l'égard du développement urbain ; un développement faisant appel, d'une part, à la technologie et à l'innovation et d'autre part, à l'expertise de l'entreprise privée associée à la structure-cadre que constitue TMB, le tout rendant possible une gestion durable de la mobilité. Dans cet esprit, l'horizon commun vers lequel tendent Barcelone et Casablanca : atteindre des standards de durabilité, a soulevé des préoccupations en ce qui concerne la collaboration mutuelle des techniciens et des hommes politiques dans le cas d'un éventuel transfert du modèle barcelonais à Casablanca. Les experts de TMB et les cadres du secteur des transports de Casablanca ont discuté d'une solution à court terme adaptée au budget et aux actifs actuellement disponibles à Casablanca et fondée sur un modèle plus sûr et plus propre tenant compte du bien-être des piétons.

Tourisme : promotion et gestion

Dans le cadre de la séance de travail « Tourisme : promotion et gestion », les participants ont mis l'accent sur le besoin de gestion du tourisme, non pas simplement sur son besoin de promotion. C'est de cette façon que l'on pourra atténuer l'impact du tourisme sur la population locale touchée, dans les grandes villes comme Barcelone, par des problèmes tels que les appartements touristiques ou l'arrivée massive de gros navires de croisières. Pour cette raison, il est important de souligner le fait que les citoyens doivent être considérés comme les premiers touristes des villes, puisque ce qui est bon pour le citoyen est aussi bon pour le touriste. Il faut, de même, œuvrer en faveur de méthodes permettant de définir le degré d'absorption des touristes, les communes devant fixer des limites à cet égard.

Une autre préoccupation que partagent les responsables du tourisme des deux villes est la coordination des différents organismes et institutions, verticalement (mairie, Gouvernement régional et national) et horizontalement (entre les différentes municipalités) puisque les produits touristiques embrassent diverses municipalités et différentes compétences des organes de gouvernance. Par conséquent, un dialogue étroit et un fonctionnement diligent sont nécessaires pour promouvoir et gérer en commun le marché touristique.

Tout au long de la rencontre, les dirigeants chargés du tourisme de Barcelone et de Casablanca ont mis en commun de nombreux aspects qui les intéressent, à savoir : la structure et l'organisation interne des organismes gérant les affaires liées au tourisme ; leurs objectifs, missions, évolution et stratégies ; les différentes façons d'impliquer les secteurs public et privé à ce propos ; et l'importance manifeste de la mobilité et de la connectivité internationale pour le tourisme de la ville.

La rencontre a donné lieu à une discussion libre et ouverte entre les représentants des deux villes, laquelle a dévoilé deux réalités différentes. Alors que pour Barcelone, la difficulté est de distribuer le grand nombre de visiteurs

Les citoyens doivent être considérés comme les premiers touristes des villes, puisque ce qui est bon pour le citoyen est aussi bon pour le touriste

Barcelone, la difficulté est de distribuer le grand nombre de visiteurs
Casablanca, les problèmes sont l'évasion des touristes vers d'autres destinations proches

qu'elle accueille et de trouver un espace de débat avec ses citoyens, pour Casablanca, les problèmes sont l'évasion des touristes vers d'autres destinations proches faute de régulation et de fidélisation des voyageurs et de l'absence de techniciens et de spécialistes au sein du conseil régional du tourisme de Casablanca. Par contre, un observatoire du tourisme a été créé au Maroc tandis qu'un organisme chargé du tourisme, comme Barcelona Activa, est encore en cours de création.

Coopération entre
les deux villes des
formations
techniques
spécialisées, le
transfert de
connaissances

Le rendez-vous entre les institutions marocaines et barcelonaises a aussi permis de jeter des ponts entre les deux villes côtières. Casablanca est en train de mener à bien un projet de transformation dont l'achèvement est prévu dans 3 ans ; c'est le temps qui leur est nécessaire pour construire des infrastructures visant à attirer les bateaux de croisières, les entreprises et des congrès. Cette période offre donc de nombreuses opportunités de coopération entre les deux villes. À titre d'exemple, on peut citer des formations techniques spécialisées, le transfert de connaissances ou une assistance technique pour la promotion internationale, le modèle utilisé par Casablanca s'inspirant de celui de Barcelone.

Entrepreneuriat et développement économique des quartiers et des villes

La visite des membres de la délégation de Casablanca au siège de Barcelona Activa avait pour objectif de leur faire découvrir en personne les politiques, les instruments et les installations dont dispose cet organisme municipal pour impulser l'esprit d'entreprise, un outil de création d'emplois ainsi que de création et de consolidation des entreprises dans la ville.

Le directeur de CITILAB, une infrastructure municipale innovatrice faisant appel à l'initiative des citoyens, a pris part lui aussi à cette réunion. Il possède en outre une longue expérience en matière d'entrepreneuriat et d'incubation d'entreprises (avant qu'elles ne deviennent des start-up).

Après une visite guidée des locaux de Barcelona Activa, un débat est né sur les instruments et les actions que Barcelona Activa et des institutions semblables existant à Casablanca mettent en œuvre pour promouvoir la création d'entreprises.

Le rôle éventuel du secteur privé dans la définition et la mise en œuvre des initiatives de promotion des entreprises a suscité un vif intérêt chez les représentants de Casablanca. Le fait que Barcelona Activa soit une initiative exclusivement publique leur a paru très intéressante en ce sens qu'ils ont pu constater le rôle qu'est susceptible de jouer l'administration publique non nationale dans ce domaine. En outre, ceci facilite largement la gouvernance de l'institution.

Constater le rôle qu'est susceptible de jouer l'administration publique non nationale dans ce domaine

Les éventuels instruments financiers dont disposent ces institutions ont aussi fait l'objet d'un débat ainsi que leur rôle lors de la mise en commun des initiatives entrepreneuriales « incubées » avec d'éventuels bailleurs de fonds externes. En ce sens, le développement et le renforcement d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat au niveau urbain ont été considérés essentiels, par exemple : un environnement juridique sûr et favorable, des incitations pour les entrepreneurs et leur financement, la formation du capital humain, etc.

Enfin, il a été mentionné combien il est important de favoriser la création d'entreprises à valeur ajoutée ; à ce propos, les participants ont évoqué le grand nombre d'entreprises liées à Internet qui sont en train d'être créées par des jeunes ainsi que la façon dont elles sont capables d'engendrer entre elles des synergies du fait qu'elles partagent les mêmes locaux.

Grand intérêt envers l'idée d'une coopération dans le cadre de la mise en place d'un grand incubateur d'entreprises sous le leadership des autorités municipales de Casablanca Les représentants de Barcelona Activa et de la délégation de Casablanca, sous la direction du directeur du Centre régional d'investissements de Casablanca, ont fait preuve d'un grand intérêt envers l'idée d'une coopération (éventuellement sous forme de formation et d'assistance technique) dans le cadre de la mise en place d'un grand incubateur d'entreprises sous le leadership des autorités municipales de Casablanca.

Gestion du cycle intégral de l'eau

La visite de la délégation de Casablanca au siège de « Barcelona Cicle de l'Aigua S. A. », une société créée en janvier 2014 pour la gestion intégrale de l'eau à Barcelone, a permis aux participants de partager des pratiques exemplaires et des opinions sur ce service public fondamental pour les citoyens.

Au cours des dernières années, l'eau est devenue pour les administrations publiques un véritable défi à relever ; non seulement en raison de son importance cruciale et de son impact social intrinsèque, mais parce qu'il est nécessaire de continuer à chercher des modèles plus durables, plus performants sur le plan économique et plus efficaces pour faire face à la rareté de cette ressource par rapport à la demande croissante d'une population qui augmente à un rythme soutenu et constant.

Dernières années, l'eau est devenue pour les administrations publiques un véritable défi à relever

Dans cette perspective, Barcelone est l'exemple d'une gestion partagée entre un établissement public et un établissement mixte. Il s'agit d'un système qui a été conçu de façon à allier financement et expertise (know-how) pour le bien des citoyens.

C'est de cette volonté d'offrir un service public de qualité qu'émane le désir des représentants de Barcelone et de Casablanca de partager des expériences et de l'information sur la façon de relancer leurs systèmes, de mieux les adapter à l'environnement et de perfectionner leurs mécanismes de réponse rapide aux situations d'urgence ou d'exception comme les sécheresses ou les inondations ; des situations auxquelles les villes côtières méditerranéennes, de part et d'autre du Bassin, sont exposées régulièrement.

Il est aussi de la plus haute importance de profiter des expériences vécues et des défis relevés durant des situations d'urgence, comme par exemple, les sécheresses connues à Barcelone en 2008 et de les utiliser pour perfectionner les infrastructures dont nous disposons (comme la construction de l'usine de désalinisation d'El Prat) de façon à ce que les noyaux urbains soient prêts à

faire face à ce genre de problèmes, sans pour autant cesser de chercher un équilibre entre la nécessité et le coût économique de ces infrastructures.

Une préoccupation récurrente, l'évolution du changement climatique un danger potentiel et croissant

Il s'agit là d'une préoccupation récurrente, non seulement pour les responsables et les techniciens du secteur hydrique, mais aussi pour les experts et les consultants qui voient en l'évolution du changement climatique un danger potentiel et croissant. La nécessité de créer un agenda commun des pouvoirs publics pour la mise en place de systèmes fonctionnels, viables à long terme et comprenant des plans d'action en cas de situations critiques est un constat. Il est, en effet, nécessaire de s'associer pour faire face aux enjeux environnementaux des métropoles et promouvoir une meilleure coordination entre les organismes locaux. De même, il est nécessaire de définir et de structurer une implication mesurée et juste du secteur privé à certains stades de la gestion du cycle de l'eau.

L'effort d'amélioration du service et de l'offre doit être nécessairement accompagné d'un travail visant à modérer et rationaliser la demande

Les représentants de Barcelone et de Casablanca ont partagé des idées sur l'importance de continuer à travailler pour et avec les citoyens en matière d'eau et de services publics. Dans cet esprit, il est important d'impulser et de renforcer les campagnes de sensibilisation à l'utilisation responsable et durable de cette ressource rare car l'effort d'amélioration du service et de l'offre doit être nécessairement accompagné d'un travail visant à modérer et rationaliser la demande.

Finalement, les participants ont souligné l'importance d'une gestion efficace et intégrale de l'eau pour la ville, non seulement pour répondre aux besoins des citoyens, mais aussi pour l'impact économique que peut comporter la bonne gestion des espaces publics (plages, espaces naturels) dans le secteur touristique.

PPP MAROC : Le rôle des partenariats Public-Privé dans la gestion des services publics au Maroc.

Partout dans le monde et aussi dans les pays de la Méditerranée, les gouvernements rencontrent des difficultés pour mettre en place et maintenir les infrastructures nécessaires à la croissance économique de leur pays et à la gestion de services publics sociaux aux citoyens. Les partenariats public-privés (PPP) représentent un des outils que les gouvernements peuvent utiliser pour contribuer à la mise en place de meilleurs services publics dans le contexte urbain des grandes villes. L'III^e Forum Barcelone – Casablanca s'est donc proposé de devenir un lieu de débat et d'échange entre les représentants officiels des différentes régions du Maroc et du secteur privé et public de Barcelone. En outre, la participation de la Banque européenne d'investissement (BEI) a permis de discuter des avantages et des défis que pose aujourd'hui le PPP.

Les gouvernements rencontrent des difficultés pour mettre en place et maintenir les infrastructures nécessaires à la croissance économique

Après une première introduction sur l'importance que revêtent l'échange d'expériences de gestion entre les villes de Barcelone et Casablanca et la continuité de cette coopération bilatérale à l'avenir, les conférenciers ont abordé



Séance d'ouverture du Forum sur les défis du PPP au Maroc

les principaux défis posés par le PPP et la façon dont les villes l'utilisent pour améliorer la vie des citoyens. En effet, durant les 40 dernières années, le partenariat public-privé s'est développé exponentiellement grâce à une croissance économique qui a permis la création de relations durables entre les administrations publiques et les entreprises. Par conséquent, le PPP est un outil valable permettant de définir le niveau de qualité que le secteur privé doit fournir au secteur public ainsi que d'identifier et de détecter les ressources à gérer de la meilleure façon possible. En outre, les conférenciers (universitaires, techniciens et décideurs publics s'affrontant à ces défis) ont souligné la valeur ajoutée que représente le fait de pouvoir partager les risques et les avantages, tout permettant au secteur public d'assurer le contrôle et la gestion des financements provenant du secteur privé.

PPP, offre la mise en application dans des projets publics du savoir-faire technologique du secteur privé

L'attention des assistants s'est ensuite portée sur les avantages du PPP, qui offre une bonne alternative au financement institutionnel et permet : la mise en application dans des projets publics du savoir-faire technologique du secteur privé ; la création de nouvelles infrastructures économiques et sociales de qualité ; l'allocation optimale des risques et une stimulation de l'innovation dans le secteur public. Par ailleurs, les aspects positifs ont débouché sur des débats concernant les inconvénients du PPP (contrats plus complexes, formation plus exigeante, coûts plus élevés des prestations de service) qui ont permis aux rapporteurs de traiter plus en détail le cas du PPP au Maroc.

Depuis 2015, le Maroc connaît une période de progrès économique et financier, notamment dans la région de Casablanca, qui est le moteur du pays en matière d'innovation, suivie par la région de Marrakech. Le tourisme a en effet des potentialités énormes à développer. Une bonne gestion et une bonne gouvernance sont possibles via le PPP. Ce sujet a permis d'ouvrir une discussion sur l'importance de « l'intelligence collective » et sur le rôle que la société civile doit jouer dans le développement du PPP.

Au Maroc, le PPP existe depuis longtemps et il a connu plusieurs étapes. Il a été déployé surtout dans les projets d'infrastructures au niveau national (énergie

et agriculture, les lignes de tramway à Casablanca et Rabat ou les systèmes d'irrigation dans le sud du pays). Ces projets sont considérés des modèles de référence à l'échelle internationale grâce à une approche parfaitement intégrée et à une accélération des investissements qui ont produit une bonne rentabilité économique et sociale. En outre, avec la loi 86-12, le PPP a connu un point d'inflexion via l'instauration d'un dispositif légal sécurisé et innovant garantissant une continuité dans le temps pour tous les projets développés dans les divers secteurs. Cependant, une inquiétude est née en raison de la mise en application de la loi dans les secteurs de l'éducation et de la santé où l'éventuelle utilisation du PPP suscite un débat. Ne pouvant pas faire face à la forte demande de la population en raison de ses moyens très limités, l'administration publique marocaine est en effet inquiète. Pour sa part, le secteur privé souhaite apporter sa contribution dans ce domaine, aspect qui se présente comme un véritable enjeu, non seulement en ce qui concerne la construction des infrastructures, qui utilise le processus classique d'appel d'offres, mais aussi en ce qui concerne la programmation et la gestion de l'enseignement. Les avantages que pourra en tirer le Maroc se basent sur le fait que le PPP est toujours un mécanisme national qui fait abstraction des prérogatives et de l'expertise des régions. C'est justement ce dernier aspect qui a suscité un échange intéressant entre les participants, ceux-ci ayant tenté d'inscrire le sujet dans le cadre d'une perspective internationale.

Les experts en matière de gestion du secteur énergétique et de recherche urbaine ont essayé de répondre au cas marocain en promouvant une réflexion critique. Deux aspects ont été évoqués à plusieurs reprises : le rôle croissant des villes comme pôles d'attraction du capital et l'impact du changement climatique sur la crise énergétique. La coopération entre les villes de la Méditerranée est déjà une réalité grâce à l'existence de certaines initiatives et d'instruments de financement provenant de l'UE. Ces instruments aident les villes à mettre en œuvre des projets, notamment dans le secteur des énergies renouvelables et des transports, en utilisant le PPP. Malgré la diversité des situations nationales de la région méditerranéenne (actuellement frappée par divers conflits, la guerre en Syrie et la crise des réfugiés), le PPP se présente

Les avantages que pourra en tirer le Maroc se basent sur le fait que le PPP est toujours un mécanisme national qui fait abstraction des prérogatives et de l'expertise des régions

Deux aspects ont été évoqués à plusieurs reprises : le rôle croissant des villes comme pôles d'attraction du capital et l'impact du changement climatique

comme un instrument fondamental pour le développement soutenable et la convergence régionale. En effet, le PPP permet une meilleure intégration socio-économique et les services qu'il fournit donnent un soutien aux PME et aux politiques de coopération.

Les villes elles-mêmes ont besoin d'assistance technique et de financement pour répondre aux besoins de la société

Les intervenants au débat ont montré un intérêt croissant envers la synergie Nord-Sud de la Méditerranée, puisque, dans le Sud, le secteur énergétique est encore fortement subventionné et les villes elles-mêmes ont besoin d'assistance technique et de financement pour répondre aux besoins de la société civile ; une aide qui ne peut arriver que du PPP. Les experts du secteur privé se sont joints au débat en proposant le concept de *Smart City* et le modèle de Barcelone, capitale mondiale de l'innovation et première *smart city* du monde. Grâce à l'approche globale des entreprises privées, il est possible d'estimer la meilleure stratégie pour la cellule de ville, en englobant tous les secteurs les plus innovateurs et en incluant les collectivités locales dans la prise en charge des responsabilités. Tout cela afin d'améliorer la gestion de l'espace et des services urbains.

Il faut promouvoir une collaboration étroite entre les acteurs politiques, sociaux ou économiques Nord-Sud

La vision, partagée par les conférenciers des deux rives, a souligné l'urgence à trouver un équilibre entre les avantages et les inconvénients lié surtout à une bonne évaluation et au transfert des risques. En outre, dans la perspective du partage de bonnes pratiques au niveau régional, il faut promouvoir une collaboration étroite entre les acteurs politiques, sociaux ou économiques Nord-Sud. De cette façon, ces acteurs peuvent assumer leurs responsabilités et leurs obligations pour une gestion opérationnelle efficace et de haute qualité pour les citoyens afin de favoriser un apprentissage mutuel.